

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

BILAN	31 MARS 2010	31 DÉCEMBRE 2009
	(non vérifié) \$	(vérifié) \$
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	18 252	71 321
Débiteurs et crédits d'impôts	4 447	3 558
Frais payés d'avance	<u>15 661</u>	<u>10 082</u>
	38 360	84 961
Placements (note 3)	12 690	25 475
Immobilisations	5 450	5 891
Propriétés minières (note 4)	352 740	352 740
Frais d'exploration reportés (note 5)	<u>5 718 362</u>	<u>5 728 273</u>
	<u>6 127 602</u>	<u>6 197 340</u>
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs et charges à payer	52 546	48 579
	-----	-----
Impôts sur les bénéfices et impôts miniers futurs	<u>1 317 955</u>	<u>1 317 955</u>
	<u>1 370 501</u>	<u>1 366 534</u>
CAPITAUX PROPRES		
Capital-actions (note 6)	29 209 838	29 209 838
Bons de souscription et options octroyées aux courtiers	-	79 000
Surplus d'apport	3 363 920	3 255 520
Déficit	(27 822 597)	(27 732 277)
Cumul des autres éléments du résultat étendu	<u>5 940</u>	<u>18 725</u>
	<u>4 757 101</u>	<u>4 830 806</u>
	<u>6 127 602</u>	<u>6 197 340</u>

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION,

(s) Donald Lacasse _____, Administrateur

(s) Kenneth G. Murton _____, Administrateur

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

ÉTAT DES FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

Période de trois mois terminée le 31 mars

	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$
FRAIS D'EXPLORATION		
Experts-conseils et sous-traitants	-	2 401
Frais généraux d'exploration	<u>-</u>	<u>135</u>
AUGMENTATION DES FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS	-	2 536
CESSION DE FRAIS D'EXPLORATION	-	(900)
REMBOURSEMENT DE DROITS MINIERS	(9 911)	-
SOLDE AU DÉBUT	<u>5 728 273</u>	<u>6 102 070</u>
SOLDE À LA FIN	<u><u>5 718 362</u></u>	<u><u>6 103 706</u></u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

RÉSULTATS ET RÉSULTAT ÉTENDU

Période de trois mois terminée le 31 mars

	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$
REVENUS D'INTÉRÊTS ET AUTRES	4 900	187
	-----	-----
FRAIS D'ADMINISTRATION		
Experts et sous-traitants	1 140	3 662
Salaires et avantages sociaux	9 766	10 515
Honoraires professionnels	10 497	6 339
Voyages et déplacements	5 400	5 837
Information aux actionnaires	8 994	8 134
Inscription et frais de registrariat	4 912	14 313
Loyer et frais d'occupation	1 200	1 200
Papeterie et dépenses de bureau	2 606	1 456
Assurances, taxes et licences	15 697	8 255
Intérêts et frais bancaires	162	145
Frais généraux d'administration	4 670	1 194
Gain sur disposition d'une propriété	-	(5 100)
Gain sur disposition de placements	(12 161)	(11 881)
Maintien d'un site minier	12 496	19 274
Amortissement des immobilisations	441	142
Rémunération à base d'actions	<u>29 400</u>	<u>80 960</u>
	<u>95 220</u>	<u>144 445</u>
PERTE NETTE	<u>(90 320)</u>	<u>(144 258)</u>
PERTE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE	<u>(0,00)</u>	<u>(0,00)</u>

AUTRE ÉLÉMENT DU RÉSULTAT ÉTENDU

Variation des gains et pertes non réalisés et réalisés sur placements disponibles à la vente :

Perte non réalisée survenue au cours de la période	1 400	-
Perte réalisée survenue au cours de la période	<u>11 385</u>	<u>-</u>
Résultat étendu	<u>12 785</u>	<u>-</u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

DÉFICIT ET CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

Période de trois mois terminée le 31 mars

	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$
DÉFICIT		
SOLDE AU DÉBUT	(27 732 277)	(27 211 595)
Perte nette	<u>(90 320)</u>	<u>(144 258)</u>
SOLDE À LA FIN	<u>(27 822 597)</u>	<u>(27 355 853)</u>

CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

SOLDE AU DÉBUT	18 725	(5 250)
Autre élément du résultat étendu	<u>(12 785)</u>	<u>-</u>
SOLDE À LA FIN	<u>5 940</u>	<u>(5 250)</u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.**SURPLUS D'APPORT, BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS OCTROYÉES AUX COURTIERS**

Période de trois mois terminée le 31 mars

	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$
SURPLUS D'APPORT		
SOLDE AU DÉBUT	3 255 520	3 174 560
Bons expirés durant la période	79 000	-
Options octroyées	<u>29 400</u>	<u>80 960</u>
SOLDE À LA FIN	<u><u>3 363 920</u></u>	<u><u>3 255 520</u></u>

BONS DE SOUSCRIPTION ET OPTIONS OCTROYÉES AUX COURTIERS

SOLDE AU DÉBUT	79 000	79 000
Bons expirés durant la période	<u>(79 000)</u>	-
SOLDE À LA FIN	<u><u>-</u></u>	<u><u>79 000</u></u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

FLUX DE TRÉSORERIE

Période de trois mois terminée le 31 mars

	2010	2009
(non vérifié)	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte nette	(90 320)	(144 258)
Éléments n'impliquant aucun mouvement de trésorerie :		
Amortissement des immobilisations	441	142
Rémunération à base d'actions	29 400	80 960
Gain sur disposition d'une propriété minière	-	(5 100)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	<u>(2 501)</u>	<u>(12 995)</u>
	(62 980)	(81 251)
	-----	-----
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Encaissement au titre de capital-actions et bons de souscription	-	-
Frais de mission d'actions	<u>-</u>	<u>-</u>
	-	-
	-----	-----
ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT		
Frais d'exploration reportés	<u>9 911</u>	<u>(2 536)</u>
	9 911	(2 536)
	-----	-----
Diminution de l'encaisse	(53 069)	(83 787)
Encaisse au début	<u>71 321</u>	<u>159 809</u>
Encaisse à la fin	<u><u>18 252</u></u>	<u><u>76 022</u></u>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

(non vérifié)

1 - ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

Les états financiers intermédiaires au 31 mars 2010 et pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 ne sont pas vérifiés. Toutefois, de l'avis de la direction, tous les redressements qui sont requis pour donner une image fidèle des résultats de cette période ont été inclus. Les redressements apportés sont de nature récurrente normale. Les résultats d'exploitation intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation prévus pour l'exercice complet.

Ces états financiers intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes comptables que celles utilisées pour la préparation des plus récents états financiers annuels de la Société, sauf en ce qui concerne les nouvelles normes comptables mentionnées dans la note 2. Cependant, ils ne comprennent pas toutes les informations qui doivent être présentées dans les états financiers annuels. Ces états financiers intermédiaires non vérifiés devraient donc être lus en parallèle avec les plus récents états financiers annuels vérifiés de la Société.

2 - MODIFICATION DE CONVENTIONS COMPTABLES

Regroupements d'entreprises, états financiers consolidés et participations sans contrôle :

En janvier 2009, l'ACCA a publié trois normes comptables : le chapitre 1582, «Regroupements d'entreprises», le chapitre 1601, «États financiers consolidés», et le chapitre 1602, «Participations sans contrôle». Ces nouvelles normes s'appliqueront aux états financiers des exercices ouverts le 1er janvier 2011 ou après cette date. La Société évalue actuellement l'incidence de ces nouvelles normes. Le chapitre 1582 remplace le chapitre 1581 et il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. Il constitue l'équivalent canadien de la norme internationale d'information financière IFRS 3, «Regroupements d'entreprises». Le chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition se situe au début du premier exercice annuel ouvert le 1er janvier 2011 ou à une date ultérieure. Pris collectivement, les chapitres 1601 et 1602 remplacent l'ancien chapitre 1600, «États financiers consolidés». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Il s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Il constitue l'équivalent des dispositions correspondantes de la norme internationale d'information financière IAS 27, «États financiers consolidés et individuels», et s'applique aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

L'ACCA planifie la convergence des principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada avec les IFRS sur une période transitoire qui se terminera en 2011. La Société s'attend à ce que cette transition ait une incidence sur les méthodes de comptabilisation, la présentation de l'information financière et les systèmes d'information. Au cours des prochains trimestres, la Société élaborera des plans internes de mise en oeuvre afin de se conformer aux lignes directrices des futures obligations en matière de reddition des comptes.

3 - PLACEMENTS

	31 mars 2010	31 décembre 2009
	\$	\$
30 000 actions de Ressources d'Arianne inc.	5 100	4 800
200 (500) actions de Goldcorp inc.	7 590	20 675
	<hr/>	<hr/>
	12 690	25 475
	<hr/>	<hr/>

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 2010

(non vérifié)

4 - PROPRIÉTÉS MINIÈRES

	Solde au 31 décembre 2009	Augmentation	Diminution	Solde au 31 mars 2010
	\$	\$	\$	\$
O'Brien	342 789	-	-	342 789
Kewagama	9 950	-	-	9 950
Massicotte	<u>1</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1</u>
	<u>352 740</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>352 740</u>

5 - FRAIS D'EXPLORATION REPORTÉS

	Solde au 31 décembre 2009	Frais d'exploration	Droits miniers	Solde au 31 mars 2010
	\$	\$	\$	\$
O'Brien	4 469 249		(9 911)	4 459 338
Kewagama	<u>1 259 024</u>	<u>-</u>	<u>-</u>	<u>1 259 024</u>
	<u>5 728 273</u>	<u>-</u>	<u>(9 911)</u>	<u>5 718 362</u>

6 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé :

Nombre illimité d'actions de catégorie A, votantes, sans valeur nominale

Nombre illimité d'actions de catégorie B, pouvant être émises en séries, dividende cumulatif ou non cumulatif au taux de base de la Banque du Canada au début de l'exercice majoré d'un pourcentage variant entre 1 et 5%, non participantes, sans droit de vote, rachetables au gré de la Société au prix payé majoré de tout dividende déclaré sur ces actions mais non encore payé, sans valeur nominale.

Le capital de la Société se compose des capitaux propres et des liquidités.

Les objectifs de gestion du capital de la Société sont de :

~ s'assurer que la Société dispose d'un capital suffisant pour rencontrer ses obligations pour son plan de développement minier et d'exploration et assurer la croissance de ses activités.

~ s'assurer que la Société dispose de suffisamment de liquidités pour financer les frais d'exploration, les activités d'investissement et les besoins en fonds de roulement.

Les mouvements dans le capital-actions catégorie "A" de la Société se détaillent comme suit :

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES 31 MARS 2010

(non vérifié)

6 - CAPITAL-ACTIONS (suite)

	Quantité	Montant
		\$
Solde au 31 décembre 2009	49 700 699	29 209 838
Payées en argent	-	-
Frais de émission d'actions	<u>-</u>	<u>-</u>
Solde au 31 mars 2010	<u>49 700 699</u>	<u>29 209 838</u>

Options deachat d'actions

Les tableaux ci-après résument l'information relative aux options deachat d'actions au 31 mars 2010.

	Options en circulation	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Solde au 31 décembre 2009	5 537 830	0,24
Expirées	(257 830)	0,15
Octroyées	<u>300 000</u>	0,15
Solde au 31 mars 2010	<u>5 580 000</u>	

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

(non vérifié)

6 - CAPITAL-ACTIONS (suite)

Options en circulation	Prix	Durée de vie moyenne pondérée à courir (ans)
	\$	
300 000	0,15	2,9
800 000	0,235	2
2 400 000	0,30	2,1
1 000 000	0,335	0,5
980 000	0,10	3,9
<u>100 000</u>	0,10	0,8
<u>5 580 000</u>		

Bons de souscription

Les tableaux ci-après résument l'information relative aux bons de souscription au 31 mars 2010.

	Bons de souscription en circulation	Prix de souscription moyen pondéré \$
Solde au 31 décembre 2009	1 000 000	0,32
Expirés	<u>(1 000 000)</u>	0,32
Solde au 31 mars 2010	<u><u>-</u></u>	

7 - RISQUES FINANCIERS

Les activités de la Société sont exposées à divers risques financiers : le risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidités.

a) Risque de marché

i) Juste valeur

La juste valeur estimative est établie à la date du bilan en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur :

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan sont classés selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour effectuer les évaluations. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 : évaluation fondée sur les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques, la caisse et les placements sont catégorisés de niveau 1;

Niveau 2 : techniques d'évaluation fondées sur des données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);

RESSOURCES MINIÈRES RADISSON INC.

NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 MARS 2010

(non vérifié)

7 - RISQUES FINANCIERS (suite)

ii) Hiérarchie des évaluations à la juste valeur (suite):

Niveau 3 : techniques d'évaluation fondées sur une part importante de données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé au niveau le plus bas de la hiérarchie pour lequel une donnée importante a été prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur.

iii) Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctue en raison des variations des taux d'intérêt du marché. Les actifs et passifs financiers ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt à cause de leur nature à court terme et parce qu'ils ne portent pas intérêt.

iv) Risque de change

La Société n'est pas exposée à des fluctuations monétaires comme toutes les transactions se produisent en dollars canadien.

b) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. La trésorerie, les taxes à recevoir et les crédits à recevoir du gouvernement sont les principaux instruments financiers de la Société qui sont potentiellement assujettis au risque de crédit. De plus, comme la majorité des comptes débiteurs le sont auprès des gouvernements provincial et fédéral sous forme de crédits de taxes à la consommation et d'aide gouvernementale, le risque de crédit est minimal.

c) Risque de liquidités

Le risque de liquidités est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. À la fin du mois de mars 2010, la société est optimiste de pouvoir réunir des liquidités suffisantes pour prendre en charge ses passifs financiers et les passifs financiers futurs provenant de ses engagements de l'exercice en cours.